

La Bolivie d'Evo Morales, une année plus tard

Nancy Thede*
Manuel de la Fuente**

Résumé

Le 22 janvier dernier, La Paz a fêté le premier anniversaire de la prise du pouvoir par Evo Morales, premier président indigène de l'histoire de la Bolivie. Mais au moment même, dans la ville-satellite d'El Alto, près de La Paz, de population très majoritairement autochtone et reconnue pour son degré élevé de militantisme, des barricades sont dressées et des manifestations populaires ont lieu pour demander la démission du préfet de La Paz, élu au même moment que Morales, aux élections de décembre 2005. Ces deux faits illustrent de façon claire les tendances contradictoires qui traversent actuellement la scène politique bolivienne. Si le Mouvement vers le Socialisme (MAS), avec Morales à sa tête, a réussi à réunir une large coalition de paysans autochtones et de membres de la classe moyenne en faveur d'un changement politique nationaliste et une plus grande justice redistributive, cette mouvance est hétéroclite, voire instable et fragile, et ses dirigeants inexpérimentés dans l'exercice du pouvoir. Alors que certaines revendications populaires importantes ont rapidement été traduites en mesures concrètes, la haute direction du gouvernement, en butte à une droite en

recomposition, a aussi commis plusieurs gaffes et erreurs de calcul politique. Dans cette chronique, nous passerons en revue les réformes du nouveau gouvernement, pour ensuite analyser ses erreurs et repérer les contre tendances, afin de tracer une esquisse de ce qui prend les proportions d'une crise de gouvernance.

Lundi, le 22 janvier dernier, La Paz fête le premier anniversaire de la prise du pouvoir par Evo Morales, premier président indigène de l'histoire de la Bolivie. Mais au moment même où se déroulent les festivités du premier anniversaire de l'investiture, un autre événement politique important se produit non loin de là. En effet, dans la ville-satellite d'El Alto, près de La Paz, de population très majoritairement autochtone et reconnue pour son degré élevé de militantisme, des barricades sont dressées et des manifestations populaires ont lieu pour demander la démission du préfet de La Paz, élu au même moment que Morales, aux élections de décembre 2005. Ces deux faits illustrent de façon claire les tendances contradictoires qui traversent actuellement la scène politique bolivienne, à peine un an après la victoire porteuse d'espoir d'Evo Morales.

Si le Mouvement vers le Socialisme (MAS), avec Morales à sa tête, a réussi à réunir une large coalition de paysans autochtones et de membres de la classe moyenne en faveur d'un changement politique nationaliste et une plus grande justice redistributive, il n'en demeure pas moins que cette mouvance est hétéroclite, voire instable et fragile, et ses dirigeants inexpérimentés dans l'exercice du pouvoir. Alors que certaines revendications populaires importantes ont rapidement été traduites en mesures concrètes, la haute direction du gouvernement, en butte à une droite en recomposition, a aussi commis plusieurs gaffes et erreurs de calcul politique. Dans un pays où les deux derniers présidents ont quitté le pouvoir avant la fin de leur mandat, sous la pression des mobilisations populaires, le niveau de tolérance face aux tergiversations du gouvernement est bas et l'instabilité guette le pays. Dans cette chronique, nous passerons en revue les réformes du nouveau gouvernement, pour ensuite analyser ses erreurs et repérer les contre-tendances, afin de tracer une esquisse de ce qui prend les proportions d'une crise de gouvernance.

La victoire

Aux élections de décembre 2005, le MAS d'Evo Morales obtient une victoire sans précédent. Quelques années auparavant, en 1999, il avait obtenu à peine 3% des voix, concentrés de surcroît dans la région d'où Morales lui-même, est issu soit la zone tropicale de production de coca de Cochabamba. Aux élections suivantes, en 2002, il a atteint 20% du vote populaire; en 2005, il devient la première force politique du pays, devant tous les partis traditionnels avec 54% des voix aux élections présidentielles¹.

* Professeure, département de science politique, UQAM.

** Professeur d'économie, Universidad Mayor San Simón, Cochabamba, Bolivie, et coordonnateur du programme universitaire suisse NCCR NS en Amérique du Sud.

¹ Les élections concernaient à la fois la Présidence, le Sénat, la Chambre des députés et les Préfets de département. Le MAS a gagné une majorité absolue à la Chambre, mais non pas au Sénat, et a remporté 3 des 9 Préfectures.

Cette popularité électorale croissante est accompagnée d'une montée similaire des mobilisations populaires, ainsi que d'un renforcement des mouvements sociaux nouveaux et anciens. Le MAS arrive pendant cette période à canaliser ces énergies sociales – ou du moins à leur donner une expression sur la scène politique – et, fort de cette réussite, il arrive aussi à rallier une bonne partie de la classe moyenne. Ces appuis permettent à Evo Morales, d'origine autochtone et dirigeant du puissant syndicat des *cocaleros* (producteurs des feuilles de coca), de briguer et d'obtenir la présidence de la république. Il s'agit là d'un véritable tour de force, compte tenu surtout du fait que la discrimination à l'encontre des autochtones demeure encore extrêmement forte partout au pays.

Des mesures populaires

Pendant cette première année au pouvoir, le gouvernement du MAS a réussi à traduire en loi plusieurs de ses promesses électorales, d'où l'ambiance festive du premier anniversaire. Parmi ces acquis, on trouve en premier lieu la "nationalisation" des hydrocarbures (principalement le gaz naturel), même si c'est plutôt d'une renégociation des termes des contrats entre l'État bolivien et les plus importantes entreprises pétrolières transnationales du monde (dont Petrobras du Brésil et Repsol d'Espagne, entre autres) dont il est question. Ces entreprises qui, à partir de la privatisation de la compagnie étatique *Yacimientos Petroleros Fiscales Bolivianos* au milieu des années 1990, payaient environ 18% de la valeur de la production en impôts et *royalties*, doivent maintenant payer en moyenne 80% du montant de la valeur de la production. L'État, par conséquent, voit le montant des impôts et des redevances qu'il reçoit, augmenter de façon significative.

Ces revenus additionnels, jumelés à une politique de réduction des dépenses des

responsables gouvernementaux², ont généré des résultats macro-économiques irréprochables, comme, par exemple l'augmentation des réserves de devises étrangères, ainsi que l'élimination du déficit fiscal pour l'exercice 2006³. Par ailleurs, le nouveau gouvernement a réussi à maintenir un taux très bas d'inflation (autour de 4%), tandis que le PIB a connu une augmentation de 4,1% et les exportations ont cru de 50% par rapport à 2005. Les prix élevés des matières premières et un contexte international favorable ont évidemment contribué de façon non négligeable à ce *boom* économique.

En ce qui concerne les politiques sociales, plusieurs initiatives méritent d'être signalées. Avec l'appui du gouvernement cubain, l'exécutif a mis en marche un programme d'alphabétisation qui vise à éradiquer ce fléau en 30 mois. Ce but ambitieux est aujourd'hui en bonne voie d'être atteint. L'accès aux services de santé est en cours d'amélioration grâce à la construction et à l'aménagement de nouveaux hôpitaux (comme celui du Plan 3000, un des quartiers les plus pauvres de Santa Cruz) et 11 centres ophtalmologiques, où une centaine de médecins cubains offrent un service gratuit aux patients⁴. On s'engage également à introduire cette année une assurance santé universelle pour les moins de 21 ans. Le gouvernement a aussi augmenté le salaire minimum de plus de 13% - loin du 100% promis par Morales pendant la campagne électorale, mais appréciable quand même. Dernière initiative, celle du bon scolaire *Juancito Pinto* - un montant équivalent à 30 dollars canadiens octroyé à tous les élèves des

écoles primaires publiques. Dans un pays où le simple achat de livres et de matériaux scolaires peut être une barrière à la scolarisation, on s'attend à ce que ce bon permette à nombre d'enfants de milieu défavorisé de se rendre en classe.

Sur la question épineuse de la propriété de la terre aussi, des changements importants ont été apportés à la législation. Cela devrait permettre au gouvernement d'entreprendre une redistribution des terres qui sont actuellement monopolisées par une poignée de grands propriétaires. On a récemment annoncé la remise de terres à des centaines de paysans sans terre, décision qui contribuera à accroître l'équité sociale qui fait tant défaut dans ce pays. La réforme vise avant tout les grandes propriétés improductives, ces milliers d'hectares dont se sont appropriés des spéculateurs qui ne travaillent pas la terre et qui attendent simplement que leur prix monte pour pouvoir les vendre à profit. Mais le programme du gouvernement pour le secteur agricole se n'arrête pas là: il s'efforce aussi de s'assurer que les paysans aient accès à de la machinerie agricole et à l'irrigation, et il recherche activement de nouveaux débouchés commerciaux pour la production paysanne.

Finalement, sur le plan politique, on se doit de souligner les changements importants dans le personnel politique et administratif de l'État: de nombreux ministres, vice-ministres, directeurs et même ambassadeurs ont été nommés, qui proviennent d'organisations syndicales, populaires et autochtones. Sur le plan symbolique autant que concret, le fait que ceux qui ont été exclus et brimés par les régimes antérieurs occupent de façon très visible les lieux de pouvoir, sert à renforcer l'image d'un gouvernement qui entend opérer des changements fondamentaux.

² Le Président, ses ministres et plusieurs hauts responsables d'organismes étatiques ont réduit leurs salaires de 50%, une mesure chaudement applaudie par la majorité des citoyens.

³ Jusque-là sujet à un déficit chronique, la Bolivie a connu un exercice excédentaire, selon l'hebdomadaire *Pulso* du 22 décembre 2006, de 460 millions de \$ en 2006, équivalent à 4,3% du PIB.

⁴ Selon le quotidien *El Deber* de Santa Cruz (22 janvier 2007), 50 mille Boliviens ont bénéficié d'interventions chirurgicales gratuites dans ces centres ophtalmologiques construits grâce à l'aide de Cuba, dans le cadre du programme *Misión Milagro*

L'Assemblée constituante, à la fois réussite et piège...

Une autre promesse électorale majeure, celle de mettre en place un processus de rédaction d'une nouvelle constitution, correspond à une revendication importante des mouvements populaires boliviens. En juillet dernier, on a tenu des élections en vue de former une Assemblée constituante; ces élections se sont soldées par une victoire importante du MAS, qui y a obtenu un peu plus de 50% des suffrages. Au mois d'août, suite à une traînée de réjouissances populaires, les délégués nouvellement élus ont entamé la tâche de réécrire de fond en comble la constitution actuelle.

Les attentes citoyennes quant au potentiel de transformation incarné par cette assemblée sont énormes. Mais la constituante est vite devenue paralysée par des questions de procédure. L'une de celles-ci est la décision concernant la modalité d'approbation des articles de la nouvelle loi fondamentale qu'elle est censée produire. Et parce que l'enjeu est rien moins que la redéfinition des bases de la structure du pouvoir en Bolivie, les enchères sont rapidement montées. En effet, tout amendement à la constitution actuelle requiert une majorité de deux tiers des voix. Le MAS n'ayant pas ce deux tiers essaie par tous les moyens – y compris en modifiant à répétition sa position – d'éviter que les décisions soient prises selon cette règle. Après s'être âprement opposé à la revendication des partis de droite de maintenir la règle des deux tiers, en novembre 2006, le MAS a essayé d'imposer un compromis en faisant approuver par la constituante, une résolution selon laquelle tout nouvel article serait voté individuellement à la majorité simple, mais que le vote final sur l'ensemble du projet de constitution se ferait selon la règle des deux tiers. La droite s'y est toujours opposée. En janvier 2007, le MAS revient avec une nouvelle proposition : que chaque article soit approuvé selon la règle des deux tiers. Cependant, il fixe une date limite de juillet 2007 pour cette procédure. Après cette

échec, la règle de la majorité simple serait à nouveau celle qui primerait.

L'ironie de cette situation est que le MAS semble s'embourber dans des voies sans issue, alors même qu'il pourrait vraisemblablement, en faisant preuve de plus d'ouverture et de flexibilité, rallier le fameux deux tiers en faisant appel à des délégués de plusieurs partis et groupes minoritaires au sein de l'Assemblée. Certains mettent cet entêtement sur le compte de son manque de confiance en ses capacités de négociation, d'autres sur l'inexpérience, et d'autres encore sur sa rigidité et sa réticence à accepter des compromis.

De son côté la droite, encore bien vivante en Bolivie malgré la victoire du MAS, exploite un filon politique important, qui est en passe de devenir l'un des vecteurs majeurs de sa réorganisation, voire de sa renaissance, suite à ses débandades électorales de décembre 2005 et de juillet 2006. La défense des deux tiers s'est convertie en défense de la démocratie, de la légalité et de l'inclusion. Tous ces drapeaux de lutte qui étaient autrefois entre les mains du mouvement populaire se retrouvent maintenant sous l'hégémonie de la droite.

Cette droite ne chôme évidemment pas. Pour appuyer le principe de la règle des deux tiers, les préfets départementaux de l'opposition et les comités civiques⁵ de six des neuf départements ont mis en œuvre une série de mesures de « résistance », allant de grèves de la faim jusqu'à l'organisation de *cabildos* (des rassemblements massifs) qui ont réuni près d'un million de personnes en décembre à Santa Cruz, Trinidad, Tarija et

⁵ Les comités civiques sont des mouvements au niveau départemental, qui regroupent la plupart des organisations patronales, les corporations professionnelles, les universités et aussi les organisations syndicales et paysannes. Ces Comités ont été créés pour défendre les intérêts des départements, et se sont systématiquement opposés aux politiques centralisatrices des divers gouvernements au niveau national. Dans la conjoncture actuelle, plusieurs de ces comités se sont convertis en épine dorsale de la restructuration politique de la droite régionaliste.

Cobija, villes importantes de la zone orientale du pays.

Le problème des autonomies

Mais toutes ces mobilisations n'ont pas pour objet une simple question de procédure: c'est toute la structure de distribution du pouvoir entre gouvernement central et gouvernements régionaux (départements) qui est en jeu. Depuis plusieurs décennies déjà, les départements de la partie orientale du pays, et en particulier celui de Santa Cruz, le plus riche du pays, sont en lutte ouverte contre le pouvoir central: ils demandent une décentralisation qui leur donnerait plus de pouvoirs, de responsabilités et de ressources économiques. L'une de ces revendications concernait l'élection directe des préfets, jusque-là nommés par le président du pays. Cette revendication a été acceptée par l'ancien président Carlos Mesa et mise à exécution en décembre 2005. La victoire du MAS aux élections nationales avait été quelque peu tempérée à l'époque par le fait qu'il avait perdu les élections préfectorales dans six des neuf départements du pays, dont Santa Cruz, La Paz et Cochabamba - les trois départements les plus peuplés et importants du pays.

Qui plus est, ce puissant mouvement régionaliste a réussi à contraindre le gouvernement du MAS à organiser un référendum sur la question de l'autonomie régionale en même temps que les élections de l'Assemblée constituante. Le résultat de ce référendum représente une autre déconvenue majeure par rapport à la victoire électorale du MAS, car toute la 'demi-lune'⁶ du pays a voté à hauteur de 70% des voix en faveur de l'autonomie. Le MAS, partisan actif du 'non' à l'autonomie, a gagné de larges majorités dans les autres départements. La situation se complique encore davantage lorsqu'on tient compte du fait que le MAS ne défend pas de façon

unitaire cette position de refus de l'autonomie: en effet, tandis que certains groupes du MAS s'opposent féroce­ment à l'autonomie, d'autres l'appuient et une troisième tendance propose des autonomies régionales et autochtones, mais qui entrecouperaient les territoires départementaux, minant ainsi le pouvoir revendiqué par la droite.

Se dessine ainsi l'image d'un pays profondément divisé selon plusieurs lignes de fracture : de classe, politique, ethnique et régionale. Si la victoire du MAS semblait représenter un espoir d'unité et de nouveau départ sur certains plans, d'autres fractures semblent en train de s'accroître.

Les blocages d'El Alto

Les mouvements populaires hautement politisés d'El Alto ont organisé des protestations en réaction à l'appui donné par le préfet de La Paz (droite) à la proposition de tenir un nouveau référendum sur l'autonomie, une idée lancée plusieurs mois plus tôt par le préfet de Cochabamba. Les mouvements considèrent cette position comme une provocation (compte tenu du fait que l'autonomie a été clairement rejetée dans le référendum d'il y a six mois à peine) et ils réclament en conséquence la démission du préfet.

Une situation analogue s'était produite quelques semaines auparavant à Cochabamba. Les mouvements populaires de cette région, avec à leur tête les *cocaleros* (syndicats toujours très proches du président Morales) des basses terres du Chapare et les paysans des hauteurs, avaient initié une série de barrages de routes et de marches dans la ville, qui finirent par l'incendie de la préfecture et une confrontation violente entre des milliers de sympathisants du MAS et des milliers de partisans du préfet. Cet affrontement a occasionné la mort de deux personnes et a fait plus de 200 blessés. Face à cette situation tragique, et après avoir tergiversé longtemps, le gouvernement a lancé un appel à la pacification et a proposé

⁶ La demi-lune (*media luna*) est composée par les départements orientaux de Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija.

comme compromis la tenue d'un referendum sur la révocation du préfet. Cette innovation renforcerait la voie institutionnelle, car elle s'appuie sur le principe que les autorités élues démocratiquement pourront être destituées par les urnes, mais non pas par la mobilisation populaire en soi. Les mouvements populaires de Cochabamba ont accepté cette solution et le calme y est revenu. À La Paz, par contre, l'appel que fit le gouvernement aux militants pour suspendre les mobilisations, en invoquant le fait que c'était le jour de l'anniversaire de la prise du pouvoir par le MAS, n'a pas été entendu, et il semblerait que les dirigeants des mouvements comptent relancer dans un futur proche leurs mobilisations pour demander la démission du préfet.

La polarisation du pays

Aujourd'hui, la lutte politique entre partis de la droite traditionnelle et moderne, d'une part, et mouvements politiques et sociaux de gauche et populistes, de l'autre, est relancée de plus belle. Le contrôle qu'a le MAS de l'exécutif, de la chambre de députés et de l'assemblée constituante ne règle pas, de toute évidence, le problème du pouvoir, car la Bolivie semble encore prise dans une sorte de 'match nul historique' entre droite et gauche qui perdure depuis les années 1960. Les coups durs portés au mouvement syndical par les politiques néolibérales de 1985 n'ont pas sonné le glas des mobilisations populaires, qui se sont intensifiées à partir de la fin des années 1990 sans toutefois parvenir à modifier de façon décisive le rapport de forces.

La prise du pouvoir par le MAS il y a un an semblait représenter un tournant important dans cette impasse. Mais le MAS est miné par une série d'erreurs, sans doute dues au fait qu'il s'agit d'une alliance hétéroclite plutôt fragile dans laquelle participent des intellectuels, d'anciens militants de la gauche "traditionnelle", des mouvements paysans, sociaux, syndicaux et autochtone. Toutes ces composantes n'ont pas forcément

les mêmes idées, les mêmes lectures et les mêmes réponses à la conjoncture. De plus, ces mouvements sociaux sont porteurs de demandes autour desquelles il n'y a pas forcément consensus, ni sur le contenu précis, ni sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés. Le grand coup de théâtre de la renégociation des contrats des entreprises étrangères productrices de gaz naturel a, certes, rallié l'ensemble de la population – même la droite n'y trouvait rien à redire – mais il ne suffit pas à freiner les autres demandes populaires que Morales s'était engagé à satisfaire une fois au pouvoir. L'impatience est palpable, la capacité de réponse, voire d'encadrement du MAS est faible, et la demande sociale des alliés du MAS déborde donc sa capacité à la diriger. Alors que certains craignent de voir se reproduire des affrontements tragiques entre différents alliés du MAS, comme à Huanuni en octobre dernier, les pressions en faveur de réformes importantes ne font pas relâche. Le fait que les mouvements d'El Alto continuent leur mobilisation en vue de forcer la démission du préfets, et ce, malgré la position récemment prise par le gouvernement que les préfets ne pourront être démis si ce n'est par la voie électorale, illustre l'incapacité du MAS à s'imposer à l'ensemble des composantes du mouvement.

De son côté, l'opposition de droite campe sur sa position de « défense des institutions, de la légalité, de la démocratie » et tient mordicus à la règle des deux tiers et au respect des préfets élus et des résultats du referendum sur l'autonomie. Son discours projette sciemment une image d'élus préoccupés par la défense du bien commun et la démocratie. La visite inopinée du préfet de Santa Cruz, Rubén Costas, à Huanuni en octobre, où il a remis aux victimes de la violence meurtrière entre deux groupes de travailleurs des mines⁷ l'argent et le matériel

⁷ Le gouvernement du MAS a perdu une part de sa crédibilité en raison de son inaction face à des affrontements en octobre 2006 entre, d'un côté, des travailleurs syndiqués de l'entreprise d'État COMIBOL, très affaiblie par les politiques néolibérales de 1985, et, de l'autre, des travailleurs de

recueillis par suite d'une campagne de solidarité menée dans son département, symbolise ce nouveau rôle qu'essaie de se donner la droite. Dans son bilan de l'année 2006, présenté le 29 janvier 2007, le préfet Costas poursuit sa lancée social-démocrate, en proposant une loi départementale sur l'inclusion des peuples autochtones, et rappelant aux entrepreneurs qu'ils ont des devoirs sociaux. Tout se passe comme si cette nouvelle droite se positionne pour s'approprier le discours du MAS et récupérer ceux qui hésitent face aux pratiques parfois douteuses du gouvernement. Depuis peu d'ailleurs, la droite contrôle le Sénat, une situation qui pourrait aggraver la paralysie parlementaire et ainsi empêcher le MAS de poursuivre son programme de réformes.

Les possibles sorties de crise

Suite à ces épreuves de force, la Bolivie est-elle en passe de devenir ingouvernable ? Evo Morales, espoir de la gauche naissante en Bolivie comme en Amérique latine, pourra-t-il mener à bien son projet de 'refondation' sociale et nationale malgré l'opposition de droite et malgré aussi les multiples tensions internes au MAS et les tentations – d'autant plus alléchantes dans cette situation de blocage – d'imposer ses politiques par des voies peu démocratiques ? Les scénarios envisageables à court terme n'augurent pas bien pour une modification du rapport de force qui irait dans le sens d'un projet démocratique et social, projet qui était pourtant au centre de la plateforme qu'avait proposée le MAS. Le cumul de demande sociale et d'erreurs graves des dirigeants du MAS donnent prise à une réarticulation de l'opposition de droite, basée sur la transformation des diverses droites régionales, en droite nationale unifiée et

coopératives qui se sont constituées pour exploiter des mines abandonnées comme non rentables par COMIBOL. Ce conflit, qui a duré plusieurs semaines, a fini par causer la mort de 16 personnes et une soixantaine de blessés, pendant que tergiversait le gouvernement. Plusieurs y voient de l'opportunisme, car les deux factions en lice étaient proches du MAS, et ce dernier n'aurait voulu brimer aucun des deux en intervenant pour stopper la violence.

porteuse d'un projet et d'un discours nationaux. Dans ce contexte, la possibilité que l'issue de ce match à finir soit en faveur des exclus s'éloigne.

Les sorties de crise ne sont guère reluisantes. Deux se profilent à l'horizon de cette première année au pouvoir d'Evo Morales. La première est celle de la continuation du blocage et l'aggravation de sa dégénération en affrontements violents. Ce scénario est à terme le plus dangereux pour le MAS et pour le projet de changement social en Bolivie, mais peut-être le plus facile à poursuivre dans le court terme pour le MAS. Dans cette situation d'accroissement des pressions sur le gouvernement, la fragile alliance qui constitue sa base d'appui a tendance à s'effriter et à se retourner contre elle-même. Morales semble avoir fait des promesses à plusieurs mouvements qui ne lui étaient pas au départ très favorables, et ce montage précaire subit maintenant des tensions et contradictions (entre ce que le Président a promis et ce qu'il est en mesure de livrer, entre les demandes contradictoires de différents mouvements) qui pourraient l'engager sur la pente glissante de la décomposition. Dans une telle situation, la tentation autoritaire sera forte pour Morales. On le sait, le Président cultive une relation de proximité avec les Forces Armées. Face à la faiblesse de la structure politique du MAS, à la défection de certains alliés et à la menace d'une droite renouvelée, saura-t-il résister à la voie autoritaire pour assurer l'avancement du projet politique du MAS ? Certains secteurs du mouvement appellent de leurs vœux ce genre d'imposition par la force, espérant voir ainsi le gouvernement respecter toutes les promesses, y compris celles qui sont demeurées imprécises, voire contradictoires. Le risque serait grand dans ce cas, que des revendications sociales des pans critiques du MAS, ou des protestations de l'opposition, trouvent en face d'eux la main forte de l'armée.

Cette voie est dangereuse aussi car elle commence déjà à miner la crédibilité du gouvernement à l'intérieur du groupe de ses

propres sympathisants : beaucoup d'activistes et d'intellectuels de gauche, proches du MAS sans en être membre, sont de plus en plus mal à l'aise face à des tendances qu'ils considèrent questionnables de la part du pouvoir. Parmi ces dernières, on trouve l'opportunisme du MAS qui ne respecte pas les règles institutionnelles lorsque cela ne lui convient pas, son manque de transparence et son jusqu'au-boutisme. Ce malaise s'est grandement accentué lors des affrontements violents des dernières semaines, où le gouvernement semblait laisser pourrir la situation pour faire du capital politique, au lieu d'intervenir de façon non équivoque pour défendre les institutions et la sécurité publique.

Dangereux aussi pour le changement social, car ce scénario laisse de la place à une reprise de l'initiative politique par la droite reconstituée, qui s'érige en alternative crédible de 'refondation' à son tour. S'arrogeant l'exclusivité de la défense des valeurs démocratiques, cette droite se dote d'un programme social, et – si le blocage politique et les violences perdurent - pourrait éventuellement parvenir à exiger du gouvernement des concessions allant jusqu'au partage du pouvoir ou même la démission. D'aucuns y voient même un scénario qui pourrait déboucher sur un coup d'État 'institutionnel'⁸. Sans aller aussi loin, cette situation pourrait déboucher sur une paralysie institutionnelle et une mobilisation sociale débordante au point où le gouvernement se verrait contraint d'organiser des élections anticipées, où la droite serait en position plus forte qu'en 2005.

Le deuxième scénario semble moins probable car de mise en œuvre plus ardue et exige que l'ensemble des acteurs politiques

relativise leurs positions face à la gravité de la situation qui menace le pays. C'est avant tout le MAS, parce qu'il est la force politique qui risque le plus si la crise perdure, qui devra sans doute assumer l'initiative de cette désescalade. Celle-ci demeure, malgré la difficulté de la chose, la seule lueur d'espoir de règlement. Elle semble être une option que certains membres et alliés du MAS commencent à préparer : que celui-ci recule face à ses positions les plus radicales, qu'il décide de gouverner en tenant davantage compte du rapport de forces actuel, qu'il trouve des terrains de consensus et de compromis avec la droite, qu'il clarifie auprès des organisations qui l'appuient les bases et les limites de leur alliance, en délaissant les prises de position radicales qui ont dominé ces derniers temps, sans toutefois abandonner sa volonté de réforme. Il a déjà montré qu'il en était capable dans le cadre des négociations des contrats d'exploitation du gaz. Beaucoup dépend du leadership que voudra y imprimer Morales lui-même : les tensions internes au mouvement sont importantes, mais son charisme pourrait encore l'emporter sur ces divisions. Il reste maintenant à voir de quel côté il penchera.

⁸ Les médias (largement contrôlés par la droite) s'emploient à préparer ce terrain, en évoquant constamment une 'guerre civile' imminente, et une grande partie de la population de l'Est du pays est convaincue que l'on se dirige vers cela. Farfelue à première vue, il s'agit d'une recette maintes fois employée en Amérique latine pour justifier l'intervention des Forces Armées.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).